

Le monde, le 5 décembre 1941



Construction de la base sous-marine, Lorient

Le 11 novembre 1918 la première guerre mondiale s'achève par une victoire française. Elle a mis à feu et à sang l'Europe, et la France y a payé un lourd tribut : un million et demi de morts, quatre million d'estropiés pour une population de quarante millions d'habitants. La saignée a été terrible et dans la bouche de tous les combattants ayant connu l'enfer des tranchées on retrouve ce même mot d'ordre : « plus jamais ça ». L'Allemagne, dont le territoire n'a pas été envahi par les puissances alliées à la signature de l'armistice, est considérée comme initiatrice de la guerre et est contrainte par le traité de Versailles à verser aux Alliés d'énormes réparations de guerre et céder de larges portions de territoire, notamment à la Pologne, nouvellement créée.

Le tsar de Russie est renversé en 1917 par la révolution des Soviets, et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques voit le jour en 1922. Dirigée par Staline, l'Union Soviétique ne masque pas son ambition de rassembler tous les peuples sous la bannière du communisme. L'Internationale Communiste fédère les Partis Communistes du monde entier. En 1920, le Parti Communiste Français se crée avec pour but de renverser le pouvoir en place par une révolution populaire. Autorisé quoique fortement surveillé en France, il est interdit dans bien d'autres pays d'Europe.

Les populations européennes connaissent un bref moment de bonheur durant les années 20, dites « années folles ». Les femmes, qui ont dû travailler pendant la guerre pour remplacer leur mari, voient leur rôle revalorisé. Le jazz, en provenance des États-Unis, connaît un succès fulgurant. En 1929, la bourse de Wall Street chute brusquement, entraînant une morosité économique durable des deux côtés de l'Atlantique. Seule dans le

monde, l'URSS ne ressent pas les effets de la crise.

Au cours des années 30, le spectre de la guerre se présente à nouveau. En France, la crise économique entraîne une crise politique : les citoyens n'ont plus confiance dans les gouvernements de la III^{ème} République qui se succèdent à un rythme effréné. Des ligues d'extrême-droite, royalistes, d'anciens combattants menacent plus d'une fois de prendre le pouvoir par un coup d'état.

En 1933, le chancelier Hitler est élu. Il ambitionne de refaire de l'Allemagne une nation forte et commence à la réarmer en violation du traité de Versailles. Durant cette période, de nombreux réfugiés politiques et Juifs fuient l'Allemagne pour la France.

En 1936, le socialiste Léon Blum, leader du Front Populaire est élu et lance de grandes réformes sociales, en même temps que le réarmement de la France face à une Allemagne qui commence à montrer de plus en plus les dents.

En 1938, Hitler annexe l'Autriche puis la Tchécoslovaquie sans que ni la France ni le Royaume-Uni ne réagissent. En 1939, il menace la Pologne de lui céder la ville de Dantzig, sans quoi ce sera la guerre. Liés par un traité d'assistance mutuelle avec la Pologne, les Alliés ne peuvent céder sur cette exigence.

Ultime coup de théâtre : le pacte germano-soviétique est signé une semaine avant la guerre. L'Allemagne nazie et la Russie communiste, deux géants militaires aux idéologies radicalement opposées mettent leurs différents de côté pour s'allier. Plus rien ne semble pouvoir s'opposer à la guerre.

Le 1^{er} septembre 1939, l'Allemagne envahit la Pologne. La France et la Grande-Bretagne déclarent la guerre à l'Allemagne pour voler au secours de la Pologne, sans que l'enthousiasme populaire ne suive. Hantée par le souvenir de 14-18, l'opinion publique ne veut pas de cette guerre que les dérobades des années passées n'ont pas contribué à populariser.

Les premiers mois, c'est la drôle de guerre : il ne se passe rien, tandis que l'Allemagne règle son compte à l'armée polonaise en trois semaines, assistée par l'URSS qui se réserve des morceaux de choix. La France reste l'arme au pied derrière la ligne Maginot, gigantesque ouvrage défensif couvrant la frontière et qui est censé briser une offensive allemande qui ne vient pas. La Grande-Bretagne, qui n'a pas eu recours à la conscription, envoie dix divisions en France là où l'armée française en aligne une centaine.

Néanmoins, malgré l'attente, le moral reste bon : l'armée française est considérée comme la plus puissante au monde. Malgré l'anéantissement éclair de la Pologne, l'optimisme règne à l'État-major. En avril 1940, l'Allemagne ajoute à son tableau de chasse le Danemark et la Norvège, occupés au terme d'une campagne éclair. Le 10 mai 1940, elle envahit la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas neutres et déferle sur la France en contournant la ligne Maginot.

Face à la mobilité des troupes allemandes et sa tactique de *Blitzkrieg*, guerre-éclair, les armées alliées héritières des traditions de 14-18 sont disloquées. Les Panzers pénètrent profondément dans le dispositif allié, désorganisant les lignes, encerclant des unités entières. Encerclés dans la poche de Dunkerque, les Anglais réussissent à s'embarquer pour Douvres, manœuvre périlleuse qui réussit mais laisse désormais la France seule dans la lutte après la capitulation des Pays-Bas et de la Belgique.

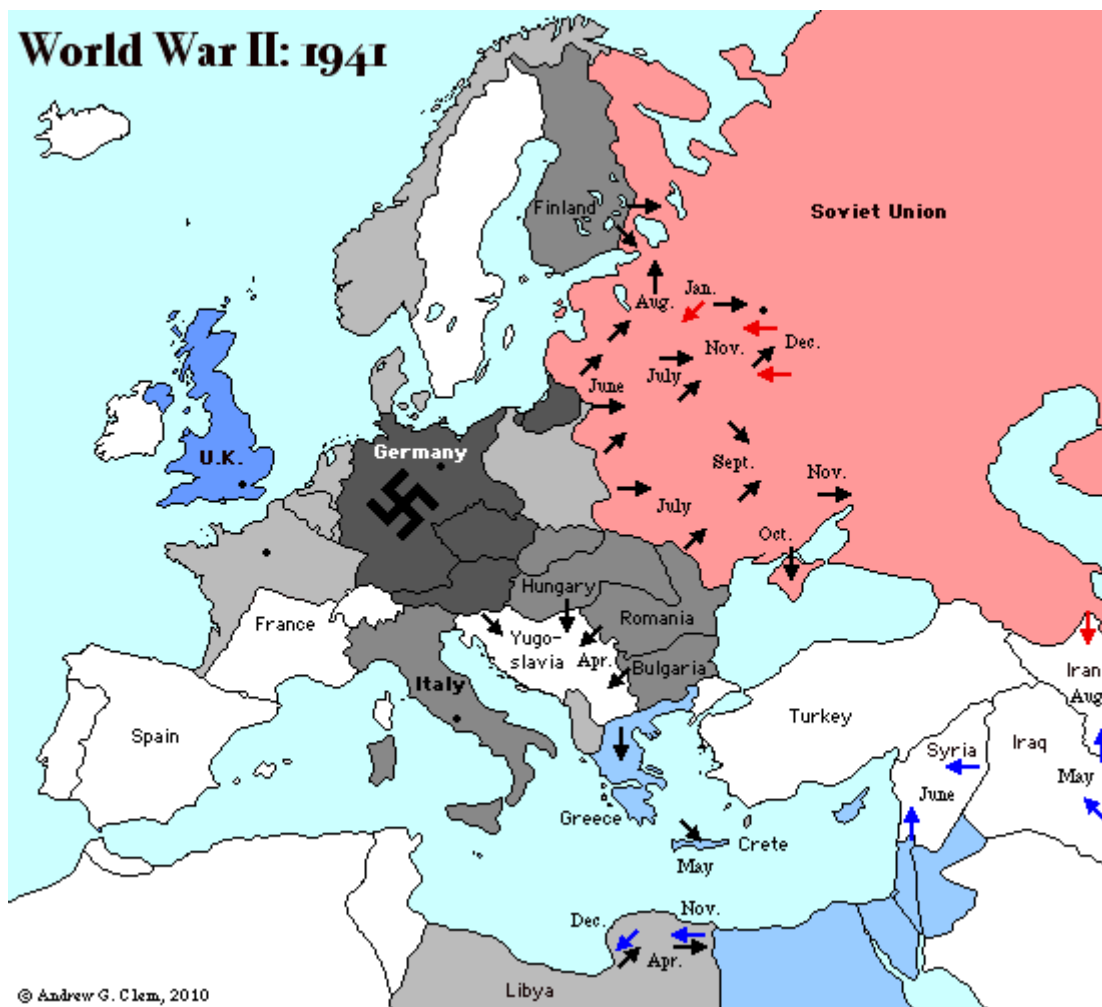
L'offensive finale allemande ne laisse aucune chance à ce qui reste d'une armée française amoindrie : nul miracle ne vient sauver Paris, prise le 14 juin, qui doit se mettre à l'heure allemande. Bientôt, toute la France suivra. L'Italie à son tour déclare la guerre à la France, même si son armée reste contenue dans les Alpes. Les appels désespérés du gouvernement français aux États-Unis restent sans réponse : le président Roosevelt ne peut assurer à la France que sa sympathie et son soutien. Le 17 juin, le maréchal Pétain, héros de la première guerre mondiale et entré au gouvernement, annonce à la radio : « le cœur serré, je vous le dis, il faut cesser le combat ».

Le 18 juin, c'est au tour du sous-secrétaire d'État à la guerre, le général de Gaulle, d'annoncer à la radio que « la flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas ». Réfugié à Londres, il exhorte à poursuivre la lutte contre l'Allemagne à partir de l'Angleterre et des colonies. Son appel est rarement entendu et encore plus rarement suivi. Finalement, le 22 juin 1940, la France signe une armistice avec l'Allemagne. Elle doit céder l'Alsace-Moselle, reconquise en 1918, accepter l'occupation allemande, voir son armée réduite à 100 000 hommes et payer à l'Allemagne des frais d'occupation exorbitants. Le 10 juillet 1940, l'Assemblée Nationale rassemblée à Vichy vote à la majorité absolue les pleins pouvoirs au maréchal Pétain. C'est la fin de la IIIème république, qui se sera caractérisée par son instabilité manifeste. La France est séparée en deux zones : la zone occupée, qui comprend la partie nord de la France, Paris ainsi que toute la façade Atlantique, jusqu'à la frontière espagnole, et la zone libre, sous contrôle de Vichy, au sud de la France. Traverser la ligne de démarcation séparant les deux zones nécessite un laissez-passer dont l'obtention est ardue.

Pendant ce temps, la guerre continue. Les projets allemands d'invasion de la Grande-Bretagne doivent être ajournés suite à la résistance aérienne de cette dernière au cours de la bataille d'Angleterre : la Manche reste la meilleure des protections pour les îles britanniques, dont l'aviation est invaincue. La guerre se transporte sur des théâtres secondaires comme l'Afrique du Nord, où les troupes du maréchal Rommel mènent la vie dure aux Anglais, menaçant plus d'une fois de capturer l'Egypte. Au printemps 1941, l'Allemagne envahit la Grèce et la Yougoslavie en un temps record. L'Angleterre, isolée, doit faire venir tout son ravitaillement des États-Unis, restés neutres dans le conflit mais fournissant leurs alliés. L'Allemagne fait tout son possible pour couler les navires de transport et pétroliers, majoritairement grâce à sa flotte sous-marine. La bataille de l'Atlantique devient un enjeu vital pour la survie du Royaume-Uni. Basés sur la côte française dans plusieurs ports occupés – Brest, Lorient, Saint-Nazaire, La Rochelle, Bordeaux – les sous-marins allemands se réfugient dans de gigantesques bases en béton édifiées à la hâte par l'organisation Todt, avec la collaboration active d'entreprises et d'ouvriers français. La Royal Air Force ne dispose pas de la supériorité aérienne pour bombarder ces bases de jour, aussi opère-t-elle la nuit : les raids y sont moins dangereux, mais aussi beaucoup moins précis, et les pertes civiles françaises de ce fait sont lourdes. Dans l'Atlantique, les U-booten, les sous-marins de Hitler, coulent un grand nombre de navires, mais n'arrivent pas à interrompre le ravitaillement de l'Angleterre, qui développe des techniques de lutte anti sous-marine de plus en plus perfectionnées.

Le 22 juin 1941, brisant le pacte germano-soviétique, Hitler ordonne l'invasion de l'URSS. Churchill, premier ministre anglais, promet aussitôt à Staline l'aide totale des Alliés. Après avoir assisté à une alliance contre-nature entre deux dictatures fascistes et communistes, c'est au tour des démocraties de se porter au secours des communistes contre l'Allemagne nazie.

Les premiers mois de guerre voient la réédition des victoires-éclair de l'Allemagne. Au 5 décembre 1941, malgré un hiver rigoureux, les troupes allemandes – la plus grande armée jamais rassemblée pour une offensive – sont aux portes de Moscou et Leningrad est assiégée. Les ravages causés dans l'armée russe mal préparée ont été énormes.



Ce que savent vos personnages

L'histoire de la seconde guerre mondiale, et notamment sa conclusion, sont bien connues aujourd'hui. Cependant, un effort sera nécessaire pour vous replacer dans l'état d'esprit de simples habitants français du 5 décembre 1941, en se basant sur les informations qu'ils ont à cette époque. Voici quelques grands points auxquels nous vous conseillons de porter attention.

1. Une armée allemande invulnérable

Au 5 décembre 1941, l'Allemagne n'a que deux adversaires face à lui : l'Angleterre et l'URSS. Ce n'est que le surlendemain, le 7 décembre, que l'attaque de Pearl Harbor précipitera les Etats-Unis dans la guerre.

L'Angleterre se défend de façon acharnée mais s'avère incapable de peser militairement sur la décision. L'armée de terre anglaise est squelettique et ne peut pas projeter un débarquement de grande ampleur en France occupée. En Afrique du Nord, dans l'Atlantique, les anglais luttent pour leur survie. Ce baroud d'honneur dure déjà depuis un an et demie, mais le spectre d'une invasion allemande des îles britanniques est toujours d'actualité.

L'URSS semble acculée. Peu d'observateurs occidentaux soupçonnent ses réelles

capacités de résistance, et alors que les troupes allemandes sont virtuellement aux portes de Moscou, tout le monde s'attend à voir l'URSS rendre les armes prochainement. Du reste, mis à part pour les communistes, le régime de Staline n'est guère vu d'un bon œil en France. N'était-il pas l'allié d'Hitler quelques mois encore auparavant ? Rares sont donc ceux qui peuvent croire à une victoire alliée proche.

2. Une Angleterre félonne

L'Angleterre est loin d'avoir bonne presse en France. Une série d'événements a contribué à ce divorce entre les deux nations naguère alliées. Au cours de la campagne de France, les troupes anglaises, peu nombreuses, se sont rembarquées à Dunkerque, laissant l'armée française combattre seule. En juillet 1940, alors que la France a signé l'armistice, l'Angleterre s'inquiète du sort qui sera réservé à la flotte française : il ne faut surtout pas qu'elle soit livrée à l'Allemagne.

La Royal Navy se déplace en force à Mers-el-Kébir, en Algérie pour obtenir la reddition de la flotte française d'Afrique du Nord. Faute de l'obtenir, elle ouvre le feu sur les bâtiments français au mouillage, incapables de se défendre, causant la mort de 1300 marins français.

En septembre 1940, l'Angleterre tente d'envahir le Sénégal, colonie française, et doit finalement renoncer après une bataille au large de Dakar, fermement défendue par la Marine française sous contrôle de Vichy. Les Français Libres sous le commandement du général de Gaulle sont encore une fois soutenus par les Anglais lors de l'invasion de la Syrie, en juin-juillet 1941. Cette lutte fratricide entre Français libres et Anglais (encore une fois les agresseurs) et les Français de Vichy fait quelques centaines de morts et porte atteinte au crédit de l'Angleterre.

Enfin, les bombardements nocturnes des villes françaises par la Royal Air Force cause des pertes parmi la population civile. Tout cela incite donc à une méfiance de la population française envers l'Angleterre. Le gouvernement de Vichy a rompu ses relations diplomatiques avec son ancienne alliée. Rejoindre la France Libre du général de Gaulle, c'est rallier l'Angleterre : l'impopularité de cette dernière décourage bien des vocations.

3. Une Résistance embryonnaire et divisée

Alors que la défaite de 1940 est encore fraîche, que rien ne semble devoir arrêter l'Allemagne et que l'Angleterre est plus considérée comme une ennemie qu'une alliée, entrer dans la Résistance demande une clairvoyance et une volonté peu communes. Les Forces Françaises Libres ne comptent que quelques milliers d'hommes. Quant aux réseaux en France occupée, ils sont quasiment inexistantes, et les actes de rébellion se cantonnent habituellement à des distributions de tracts.

En juin 1941, l'invasion de l'URSS change la donne : le Parti Communiste, entré dans la clandestinité depuis 1939, prône la lutte armée contre l'Allemagne.

Le général de Gaulle, via la BBC, s'oppose à toute résistance armée sur le territoire national : il est trop facile pour les Allemands d'exercer des représailles. Le Parti Communiste, lui, réalise les premiers attentats sur des soldats Allemands en France. En octobre 1941, la mort du Feldkommandant Hotz, à Nantes, assassiné par des communistes, entraîne en représailles l'exécution de cent civils français choisis au hasard parmi des militants communistes. Les Allemands menacent d'exécuter cinquante français par soldat allemand tué, plus cinquante autres si le coupable n'est pas livré à la justice. Dans ces conditions, les attentats aveugles menés par les résistants communistes apparaissent très vite impopulaires, pour un résultat militaire nul. Du reste, les résistants

sont appelés terroristes par les médias sous contrôle de Vichy.

Entre les résistants communistes, les gaullistes et d'autres tendances politiques, notamment d'extrême-droite, aucune unité n'existe. Il est parfois difficile de distinguer d'authentiques résistants de gangsters qui ne pensent qu'à s'enrichir.

4. Une France anti-allemande et unie derrière le Maréchal Pétain

La figure du Maréchal Pétain est immensément populaire en France. Tout le monde respecte ce héros de la Première Guerre mondiale, et les Français de tous bords politiques lui font confiance pour redresser le pays. Ses apparitions et allocutions radiodiffusées suscitent une grande ferveur. Dans le Maréchal, les Français voient non pas l'homme qui a signé l'armistice, ni celui qui s'engage dans la collaboration avec l'Allemagne, mais comme un chef d'état qui s'est sacrifié pour assumer la charge d'un gouvernement dont plus personne ne voulait, dans un pays en pleine déroute. Secrètement, beaucoup pensent que Pétain prépare la France de la revanche, et prendra à nouveau les armes contre l'Allemagne quand l'occasion s'en présentera. C'est également les pensées de nombreux hauts dignitaires de Vichy.

Aussi paradoxal que cela puisse paraître avec le recul d'aujourd'hui, la France fortement pétainiste de 1941 n'en est pas moins farouchement anti-allemande. La collaboration directe avec l'occupant reste rare et mal perçue. L'occupation, si elle se réalise sans heurts, ne signifie pas pour autant fraternisation. Les soldats allemands se comportent correctement, mais le pillage qu'ils font subir à la France entraîne de très fortes pénuries de matières premières, nécessitant l'usage de tickets de rationnement pour obtenir à peu près tout. Les réquisitions allemandes et innombrables tracasseries administratives qu'ils font subir aux Français de la zone occupée ne leur attire pas la sympathie populaire.

La collaboration militaire s'est engagée avec la création de la Légion des Volontaires Français contre le bolchévisme : combattant sous uniforme allemand contre l'URSS, elle ne dépasse pas les dix mille candidatures, bien moins ce qu'espéraient ses promoteurs. La Milice n'est pas encore formée, le Service du Travail Obligatoire n'est pas encore instauré.

5. Des Juifs persécutés mais pas déportés

L'antisémitisme est à cette époque virulent en France, et nombreux sont les hommes politiques à se dire ouvertement antisémites. Pour autant, si l'on parle de la « question juive », l'Allemagne nazie n'a pas encore mis en œuvre la solution finale et il n'est pas question, même pour les antisémites français les plus virulents, d'un génocide de la population juive. Toutes proportions gardées, l'acharnement administratif de la France de Vichy envers les Juifs pourrait être comparable à celui qui peut avoir lieu, de nos jours, envers les Roms. Bien souvent, la population est simplement indifférente au sort des Juifs, ayant d'autres problèmes plus urgents.

Les lois sur le statut des Juifs, promulguées par Vichy, les interdisent de pratiquer un grand nombre de métiers et oblige les commerces juifs à l'indiquer sur leur devanture. Le recensement des Juifs est obligatoire et de nombreux Juifs fraîchement naturalisés sont déchus de leur nationalité, internés et leurs biens confisqués. Les Juifs français sont dans l'ensemble mieux traités. Pour autant, s'il est difficile d'être Juif en France en 1941, ce n'est pas encore un péril mortel. L'étoile jaune ne sera imposée que l'année suivante, les premières rafles n'ont pas encore eu lieu. Même si l'avenir des Juifs paraît sombre, personne n'imagine le sort qui pourra être le leur à partir de 1942.

6. Une prostitution légale et banalisée

A cette époque, les maisons closes ont pignon sur rue. On estime qu'un homme sur quatre les fréquente. Il arrive souvent que les jeunes hommes fassent appel à une professionnelle pour leur première expérience...

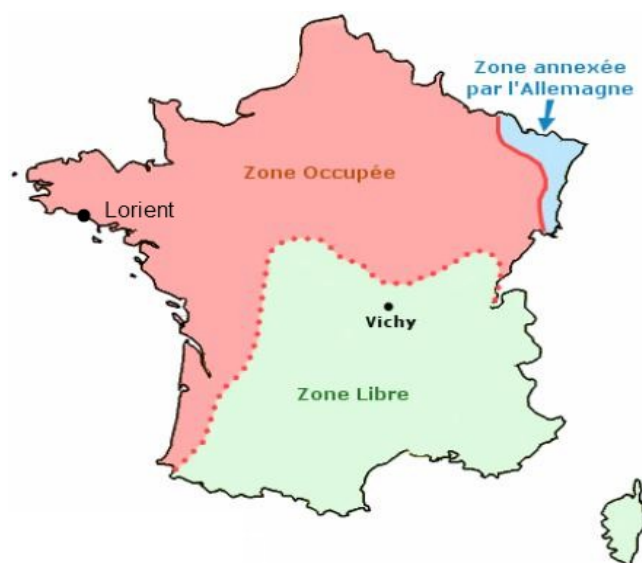
La réalité de ces maisons closes est très diverse en fonction de leur standing. Une minorité d'établissements de luxe (le *Chabanais*, le *One Two Two*) attire la clientèle huppée en provenance de toute l'Europe : plus qu'une maison de passe, ce sont également des dancings, des restaurants, des lieux où prendre un verre en galante compagnie. Les prostituées, triées sur le volet, y gagnent très bien leur vie. A l'inverse, les maisons d'abattage rassemblent, dans des conditions déplorables, des jeunes filles d'origine sociale difficile qui bien souvent n'ont pas d'alternatives.

Les contrôles sanitaires sont obligatoires pour les prostituées, qui sont envoyées à l'hôpital en cas de maladies vénériennes. La syphilis est alors responsable d'un grand nombre de décès. Dans les faits, les prostituées sont soumises au bon vouloir de la tenancière de l'établissement qui décide de leurs libertés, congés et paie. La moitié du prix de la passe revient au lieu, la moitié pour la fille, et les actes sont lourdement taxés. Quelques prostituées s'en sortent et deviennent maquerelles à leur tour, mais le métier n'est guère enviable, et est mal vu par l'opinion générale.

Pour autant, les bordels font partie de la culture et sont parfois des lieux de vie : le comble du chic est même d'aller y prendre un verre en famille ! Personne ne se doute que cinq ans plus tard, la loi Marthe Richard interdira définitivement les maisons closes.

Dans le débat de société sur la prostitution, ceux qui souhaitent l'interdiction de ces lieux de débauche ne se soucient aucunement des droits des femmes, mais sont les défenseurs de la morale et des bonnes mœurs. Les prostituées sont les parias d'une société hypocrite où les bordels sont légalisés, mais le statut le plus bas est octroyé à celles qui y officient. Pour autant, ces établissements demeurent populaires, tant pour les Français que pour les Allemands et la guerre est loin d'interrompre ces pratiques.

Vivre à Lorient en décembre 1941



Bien qu'étant en zone occupée, la vie continue normalement à Lorient. La construction d'une gigantesque base sous-marine donne de l'emploi à nombre d'ouvriers et entreprises françaises, en même temps qu'elle attire les bombardiers anglais à la nuit tombée. Les fréquences de ces raids sont très irrégulières et dépendent de la météo. Un black-out a été décrété : il est interdit d'allumer une lumière visible la nuit, les habitants sont obligés de calfeutrer leurs fenêtres.

Une sirène annonce une alerte aérienne : il faut alors descendre dans l'abri le plus proche dans les cinq minutes (bien souvent une cave, collective ou privative). On y prend des couvertures, l'alerte pouvant durer une heure ou plus. Une sirène annonce la fin de l'alerte.

Dans certains abris, on allume des bougies à différents niveaux. Si les bougies s'éteignent, cela veut dire que l'oxygène se raréfie et qu'il devient dangereux de rester.

Se promener dehors en pleine nuit sans laisser-passer est passible d'arrestation, par la police française ou allemande. Les peines encourues peuvent être lourdes.

Toute nourriture doit être obtenue avec des tickets de rationnement, qui garantissent à un prix fixe des matières de première nécessité : pain, viande, lait, textiles, charbon... les pénuries sont fréquentes, il est difficile d'avoir de quoi manger, se chauffer, se vêtir. Un marché noir parallèle se développe, où l'on paie souvent cinq à dix fois plus cher pour obtenir des produits introuvables par ailleurs. Œufs, volaille, soie... Les trafiquants sont parfois issus de la pègre, mais le plus souvent de simples cultivateurs ou particulier. Presque tout le monde a recours au marché noir à certains moments, comparable au trafic de cannabis aujourd'hui. Les peines sont lourdes, mais c'est la police française uniquement qui lutte contre le marché noir : l'occupant, lui, s'en moque.

Un franc de l'époque a une valeur semblable à un euro moderne, excepté que le coût de la nourriture aurait été multiplié par quatre ou cinq. Les Allemands bénéficient d'un taux de change très avantageux qui leur permet de tout acheter, ou presque. Les voitures particulières n'existent quasiment plus, seuls les services administratifs français peuvent posséder des véhicules à moteur. L'essence est quasiment introuvable, la bicyclette devient reine.

Deux millions de Français sont encore prisonniers en Allemagne, et l'exode de 1940 a entraîné de nombreuses personnes sur les routes. Certaines régions connaissent un afflux de réfugiés, d'autres au contraire sont désertées. Il est courant de devoir héberger de la famille qui a vu son habitation détruite ou réquisitionnée.

Le cinéma et la radio restent des divertissements populaires. Bien qu'il soit interdit de capter la BBC, de nombreux français, parfois même pétainistes, écoutent l'émission « les Français parlent aux Français ». Arrivé en France avant-guerre, popularisé par des artistes comme Charles Trenet, le swing fait fureur parmi la jeune génération, surnommée « zazou », qui s'accoutre d'une façon particulière : vêtements trop longs, cheveux longs, parapluie jamais ouvert. Le régime de Vichy et les gens de bon goût s'insurgent de cette mode, au même titre que le rock dans les années 60 ou le rap dans les années 90 ont pu être mal vus.

Malgré tout, la jeunesse aime encore à s'amuser et fait contre mauvaise fortune bon cœur : dans cette période sombre de la France occupée, les dancings, officiellement interdits, ne désemplissent pas et on tente, comme on peut, d'oublier la guerre.